



Vers un New Deal Européen

Questionnaire pour les membres de DiEM25

Yanis Varoufakis et James Galbraith

Le Futur du Cadre Monétaire Européen et l'Euro

Nous prenons comme point de départ (a) que, tel qu'il est actuellement conçu et administré, l'euro ne peut pas survivre, (b) que l'Europe a néanmoins besoin d'un cadre monétaire et financier commun intégré, (c) que la coexistence de plus d'une monnaie dans le cadre du Marché Unique nécessite une coordination - aujourd'hui inexistante - entre les banques centrales concernées. La question est donc : quelle est la meilleure manière d'atteindre cet objectif ? Plus particulièrement :

1. L'Europe a plusieurs monnaies (l'euro plus les monnaies des pays non-membres de la Zone Euro, plus le Franc Suisse), et leur nombre pourrait s'accroître si/lorsque la Zone Euro se fragmente. L'Europe a-t-elle besoin d'un mécanisme formel de coordination impliquant toutes les banques centrales concernées ? Par exemple, un système du type de l'[Union Internationale de Compensation](#) (UIC) proposée par Keynes à la conférence de Bretton Woods ? (voir [ici](#) un article récent *en anglais*) ?
2. Quelles devraient être les principes à suivre (a) pour l'appartenance à une monnaie commune; et (b) pour l'appartenance à un système du type UIC qui serait administré conjointement et supervisé par une autorité centrale ?
3. Dans un système de type UIC; les monnaies devraient-elles flotter librement vis-à-vis de la monnaie ou de l'unité de compte commune ? Ou l'Europe devrait-elle opter pour l'ajustement contrôlé des monnaies qui se déprécient (comme c'était le cas dans le cadre de Bretton Woods) ?
4. Quels sont les mécanismes de transfert monétaires, budgétaires et de crédit nécessaires pour faire en sorte qu'un nouveau cadre monétaire européen fonctionne, de façon à assurer, au minimum, une stabilité des revenus relatifs entre les pays européens et, au mieux, une convergence progressive des pays relativement pauvres vers les pays relativement riches ?
5. Quel doit être le rôle des contrôles des capitaux dans un système fonctionnant correctement et de quelle manière ces contrôles peuvent-ils être gérés et maintenus efficacement ? De même, quels droits les citoyens soumis aux contrôles des capitaux (et, par conséquent, à la restriction de leur accès au crédit et à l'activité économique) auront-ils par rapport aux non-citoyens (et particulièrement, aux non-résidents), en ce qui concerne la protection de leurs actifs, et dans des domaines comme la faillite, le recouvrement, etc. ?
6. Comment l'Europe peut-elle mettre en place de manière satisfaisante un nouveau système de paiement et de crédit électronique public, universel et peu coûteux comparé aux services offerts par les banques privées, qui puisse constituer une référence efficace pour évaluer la performance des banques, et qui soit à même de rendre des comptes de manière démocratique ?
7. Au cas où la Zone Euro se fragmenterait, comment la nécessaire – mais coûteuse – redénomination des monnaies devrait-elle être gérée ? Des restrictions des mouvements transfrontaliers de liquidités devraient-elles être mises en place en plus des contrôles des retraits et des capitaux ? Quel devrait être le rôle de la Banque Centrale Européenne (BCE) dans ce contexte ? Comment les actifs et passifs du système [Target2](#) devraient-ils être gérés suite à la fragmentation ?

Système bancaire et dette.

Une Europe intégrée et démocratique a besoin d'un système bancaire intégré, diversifié et concurrentiel, soumis à une régulation efficace au niveau européen, capable de stabiliser les flux de crédit dans tous les pays membres. L'Europe a aussi besoin de mettre fin à la dépendance toxique entre gouvernements nationaux et systèmes bancaires nationaux. La question est, ici aussi, de déterminer la meilleure manière de réaliser ces objectifs. Plus spécifiquement :

8. Les activités des grandes banques universelles européennes devraient-elles être séparées ? Si c'est le cas, devraient-elles être séparées par taille ou par type d'activités – par exemple, via une loi européenne équivalente au Glass-Steagall Act ?
9. Comment une garantie des dépôts au niveau européen devrait-elle être mise en œuvre, avec quels pouvoirs de supervision prudentielle pour l'agence ou le département chargés de la garantie de ces dépôts ? Comment les nouvelles pertes bancaires devraient-elles être traitées, par comparaison avec les pertes accumulées précédemment ?
10. Quels pouvoirs de régulation devraient être exercés sur les marchés des produits dérivés et pour les couvertures de défaillance (credit default swaps) ?
11. Comment un système efficace de résolution des défaillances bancaires devrait-il être conçu et en quoi devrait-il différer du système actuel qui fonctionne dans le cadre du [Mécanisme de Surveillance Unique](#) (MSU) de la Banque Centrale Européenne (BCE) ?
12. Quelles devraient être les limites prudentielles pour les dettes nationales publiques et privées, et comment pourraient-elles être mises en œuvre et contrôlées ?
13. Comment les dettes publiques existantes devraient-elles être restructurées de façon à les rendre gérables dans la durée ?
14. Comment la dette publique pourrait-elle être mieux gérée dans la Zone Euro, étant donnée la spirale dette-déflation qui affecte de nombreux états membres ?
15. Quelles sont les règles qui devraient être appliquées à la détention de dettes nationales par les banques ?
16. Quelles sont les règles qui devraient gouverner les relations financières entre l'Europe, les Etats-Unis, et les autres régions, y compris la Russie, la Chine et le Moyen-Orient, de façon à ce que les régulations financières européennes soient efficaces et permettent de prévenir de nouvelles importations de crises venues de zones insuffisamment régulées comme dans le cas des Etats-Unis en 2007-2008 ?

Investissement

L'Europe a besoin d'un plan d'investissement au niveau du continent, d'un New Deal Européen, avec pour finalité de créer les conditions d'un niveau de vie durable dans une économie verte soumise à des contraintes diverses : changement climatique, immigration, etc. Comment élaborer ce plan ? Plus particulièrement :

17. Que pourrait faire la politique monétaire pour soutenir l'investissement vert, par exemple en orientant l'assouplissement quantitatif (quantitative easing) exclusivement vers l'achat d'obligations de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et d'investisseurs qualifiés ?
18. Comment les budgets de défense pourraient-ils être réorientés pour soutenir une Agence Européenne de la Recherche Avancée pour l'innovation énergétique et un "Projet Manhattan" européen pour la diffusion des technologies durables et la création de Villes Vertes et de Campagnes Vertes ?
19. Comment définir une structure de régulation et une politique de crédit/investissement pour le secteur privé, de façon à promouvoir les bonnes pratiques environnementales, les normes et la croissance verte ?

Protection Sociale et Solidarité

En Europe, les personnes les plus vulnérables ont besoin d'aide et d'assistance, pour les soutenir et pour développer le lien et le sentiment d'appartenance des peuples d'Europe vis-à-vis du projet européen. Quelle est la meilleure manière de réaliser cela ? Plus particulièrement :

1. Quels rôles et bonnes pratiques pour mettre en œuvre les mesures suivantes au niveau européen ?

- a) Aide alimentaire et repas dans les écoles
- b) Suffisance énergétique
- c) Assurance chômage
- d) Adéquation des retraites
- e) Logement et protection contre les saisies
- f) Faillites et allègement des dettes
- g) Salaires minimum et compléments de revenu pour les bas salaires

- Ces programmes devraient-ils être réservés aux pays qui ont l'euro en commun ? Ou devraient-ils être mis en œuvre dans l'ensemble de l'UE ?
- Comment devraient-ils être financés, étant donné que (i) il n'y aura pas de budget fédéral dans un futur prévisible, et (ii) les coûts de la vie diffèrent selon les pays ?

2. Devrait-il y avoir un revenu de base universel alloué à tous les européens, et, si c'est le cas, qui devrait être éligible, à quels niveaux, comment devrait-il être conçu et mis en œuvre, et comment devrait-il être financé ?